

## Compte-rendu détaillé

**Le 11 mai deux mille vingt et un, à 20h00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis, compte tenu du contexte d'épidémie de Covid-19, dans la salle du restaurant du parc dite « chez Barreyat », sous la présidence de Monsieur André LANUSSE-CAZALÉ, Maire de GARLIN.**

**Étaient présents :** Mesdames : Chantal Ferrando, Joëlle-Prechacq-Latrete, Francine Lahore, Marie-Anne Sommesous, Christelle Saulnier.

Messieurs : André Lanusse-Cazalé, Pierre Labrosse, Jean-Jacques Cérissère, Claude Artigues, Mickaël Bernadet, Anthony Jéguou, Jean-Claude Tucoulou.

**Excusé(es) :** Marguerite Vogt (procuration donnée à Francine Lahore), Julie Sabran (procuration donnée à Chantal Ferrando).

**Secrétaire de séance :** Francine Lahore

### **1°) Objet : Décision budgétaire modificative n°1- budget annexe assainissement de la Commune 2021**

Vu l'article L.1612-11 du Code Général des Collectivités territoriales,

Vu la nomenclature budgétaire et comptable M14,

Vu la délibération n°6 du Conseil municipal en date du 16 juillet 2020 approuvant le budget primitif, Considérant la nécessité d'assurer l'engagement et le mandatement des dépenses nécessaires au bon fonctionnement de la Commune et de respecter le principe d'indépendance des exercices comptables,

Sous réserve du respect des dispositions des articles L.1612-1, L.1612-10 du Code général des collectivités territoriales, des modifications peuvent être apportées au budget par l'organe délibérant, jusqu'au terme de l'exercice auquel elles s'appliquent.

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du budget principal.

#### **En section de fonctionnement :**

Articl e	Libellé	Dépenses	Recettes
6063	Fourniture, entretien petit équipement	+ 22 753,3	
6064	Fournitures administratives	+ 500	
023	Virement à la section d'investissement	+ 20 000	
002	Résultat de fonctionnement reporté		+ 43 253.30
	<b>TOTAL</b>	43 253,30	43 253,30

#### **En section d'investissement :**

Articl e	Libellé	Dépenses	Recettes
001	Déficit d'investissement	-43254	
2315	Travaux	+ 137 088,02	

001	Excédent d'investissement		+ 117 088,02
021	Réserves (autofinancement)		+ 20 000
1068	Réserves (excédent fonctionnement reporté)		-43254
	<b>TOTAL</b>	93 834,02	93834,02

La maquette budgétaire est ainsi modifiée (cf annexe).

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents et procurations,

APPROUVE la présente décision modificative.

### **2°) Objet : Affectation du résultat de la section de fonctionnement au budget annexe assainissement 2021.**

Le Conseil Municipal, après avoir adopté le compte administratif de l'exercice 2020 dont le résultat de fonctionnement, conformément au compte de gestion, se présente comme suit :

Section fonctionnement du budget annexe assainissement :

Résultat de l'exercice 2020 : 47 248.30 €

**Considérant** que la section d'investissement du BP 2021 ne nécessite pas de besoin de financement,

**DÉCIDE**, à l'unanimité des présents et procurations, d'affecter au budget 2021 le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2020 de la façon suivante :

En votant, en recettes de fonctionnement, à l'article 002 « Résultat de fonctionnement reporté» la somme de 47 248.30 €.

### **3°) Objet : Cession d'une bande de terrain du domaine privé de la Commune**

Le Maire expose aux conseillers : une famille souhaiterait avoir un accès sur un terrain privé communal, cadastré AI 128, afin de se rendre jusqu'à un silo lui appartenant.

Elle propose de procéder à un échange avec la Commune entre une bande d'accès de la parcelle susmentionnée avec un bout de terrain lui appartenant, situé en bordure du chemin Labourdatte. Après s'être rendus sur les lieux, nous pensons qu'il est préférable d'accorder un accès sur la parcelle communale par le biais d'une servitude de passage et non de procéder à une cession ou un échange comme proposé.

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents et procuration,

AUTORISE la création d'une servitude de passage sur la parcelle AI 128 au profit de la famille intéressée.

PRECISE que l'acte notarié constatant la servitude sera pris en charge par la famille intéressée.

*André Lanusse-Cazalé : Je trouve normal de leur laisser l'accès via en sentier puisque nous avons un projet de lotissement sur la parcelle, nous utiliserons le même accès.*

*Jean-Jacques Cérissère : Sur la route il y a devant leur hangar des arbres délimitant leur parcelle, est-ce qu'on est sûr que la bande en question nous appartient ?*

*ALC : Nous avons fait passer un géomètre qui nous a confirmé notre propriété. Par le biais de cette servitude, cela me semble équitable.*

*JJC : Il faudra que nous allions à leur rencontre pour les informer.*

---

#### **4°) Objet : Vente d'une ancienne tonne à eau et d'une pompe de la Commune**

Le Maire expose aux conseillers : en 2013 la Commune a organisé une vente de matériels et outils du service technique qu'elle n'utilise plus. Dans la liste du matériel en vente, il y avait une ancienne tonne à eau ainsi qu'une pompe trois points à fixer sur un tracteur, lot qui ne s'était pas vendu à l'époque. Un particulier est aujourd'hui intéressé pour les acheter. Le prix fixé à l'époque était de 700€ le lot. L'acheteur est d'accord sur ce prix.

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents et procurations,

AUTORISE le Maire à vendre la tonne à eau et la pompe trois points au prix de 700€ à Monsieur Pouderau-Sansot.

*JJC : De quelle pompe s'agit-il ?*

*ALC : Il s'agit de la pompe trois points qui s'adapte sur les tracteurs. Etant donné que nous n'avons plus de tracteur, il semble pertinent de la vendre.*

*JJC : A l'ancienne station d'épuration, il y a des citernes. Véolia nous avait indiqué qu'elles pouvaient intéresser des personnes.*

*Claude Artigues : Cette tonne à eau a une histoire : deux élus de l'époque en avaient fait cadeau à la Commune.*

---

#### **5°) Objet : Remplacement d'un agent momentanément absent**

Le Maire expose aux conseillers :

En application des dispositions 3-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative au statut de la fonction publique territoriale, il est possible de recruter des agents non titulaires pour assurer le remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent non titulaire momentanément indisponible pour les motifs suivants :

- exercice des fonctions à temps partiel,
- congé annuel,
- congé de maladie (ordinaire, grave et/ou longue maladie),
- congé de longue durée,
- congé de maternité ou pour adoption,
- congé de solidarité familiale ou pour l'accomplissement du service civil ou national,
- rappel ou maintien sous les drapeaux ou participant à des activités dans le cadre des réserves opérationnelle, de sécurité civile ou sanitaire,
- autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Les contrats sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent pour faciliter la prise de poste par le remplaçant.

Le Maire propose au Conseil Municipal de l'autoriser à signer les contrats de travail en fonction des besoins de remplacement en précisant l'emploi et le niveau de rémunération en cohérence avec les fonctions à assurer.

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires, et après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents et procurations,

AUTORISE le Maire à signer les contrats de travail pour remplacer un fonctionnaire ou agent non titulaire momentanément indisponible.

PRÉCISE que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

---

*ALC : L'agent est blessée, la durée de l'arrêt est de deux semaines et demie pour l'instant.*

### Questions diverses

**-Immeuble Nabonne :**

*ALC : Un locataire souhaiterait louer un appartement de l'immeuble Nabonne, la durée du bail serait de minimum 3 ans. Cela signifie que l'on ne pourra pas y faire de travaux durant cette période. Etant donné que nous avons le projet de création d'appartements intergénérationnels dans cet immeuble, je ne souhaite pas le louer pour se réserver la possibilité d'y faire des travaux.*

*Christelle Saulnier : Ne pourrait-on pas le louer en meublé afin de raccourcir la durée du bail ?*

*ALC : Nous n'avons pas de meubles à mettre à disposition.*

*Mickaël Bernadet : Les études de ce projet d'appartements intergénérationnels en sont où ?*

*ALC : Nous aurons une réponse en fin d'année, ils y travaillent actuellement. S'ils le valident, je me vois mal leur dire qu'ils ne peuvent pas démarrer.*

*CS : Cela débouchera sur quoi ?*

*ALC : Un bail à construction (et au bout d'un certain temps, la Commune récupère la gestion du bâtiment).*

*CA : Les loueurs intéressés sont des jeunes qui vont être employés dans une boîte de Burosse, ils ne seront que de passage.*

*Chantal Ferrando : On peut leur proposer de louer à Bellevue.*

*ALC : Je vous propose de rencontrer ces jeunes pour cerner leurs besoins et leur proposer une solution alternative.*

**-Travaux sur la RD 42 (rue des Pyrénées) :**

*Pierre Labrosse : Les travaux ont démarré, pour l'instant la météo est favorable à l'avancement du chantier. Ce qui me préoccupe davantage ce sont les travaux électrique et télécom du SDEPA. En effet, ils ne sont pas disponibles avant septembre ou octobre. Nous allons quand même avancer le reste du chantier. A l'emplacement des futurs lampadaires, nous créeront des regards.*

*On a eu quelques doléances des riverains du chemin de Loumagne qui se plaignaient de la vitesse excessive des véhicules et du passage des camions et tracteurs. Le responsable de l'entreprise m'a certifié que les engins de chantier ne passent pas par ce chemin. On a pris un arrêté pour diminuer la vitesse à 30 km/h et interdire l'accès, des plus de 3.5 tonnes. On a également rencontré les gendarmes qui ne peuvent faire grand-chose.*

*J'ai demandé au chef de chantier d'ouvrir la route tous les week-ends.*

**-La Poste :**

*ALC : J'ai un rendez-vous avec les services de la poste demain. Notre objectif est d'accueillir des permanences de la Maison France Services de Thèze sur deux demi-journées par semaine ainsi qu'un maintien des horaires d'ouverture de la Poste actuels. Je ne vous cache pas que les précédents entretiens étaient musclés. Ils se sont engagés par écrit pour qu'il y ait une Maison France Services à Thèze avec une antenne à Garlin.*

*Claude Artigues : A l'époque, nous avons mené un combat pour le maintien des facteurs à Garlin. Il y avait également des enjeux politiques et certains voisins ne se privaient pas de tirer la couverture à eux. Avec la création de notre nouvelle intercommunalité, il y a davantage de solidarité.*

*JJC : Le problème avec la Poste c'est que nous avons des interlocuteurs différents d'une période à l'autre.*

*Par rapport à l'inclusion numérique, la Maison France Service représente une concurrence par rapport aux structures existantes (ex : cyberbase).*

*ALC : Les structures ne seront pas en concurrence puisqu'il s'agit avec les MFS d'avoir un interlocuteur privilégié sur toutes les questions relevant de l'administration, le service rendu n'est pas le même. Le fait de créer une antenne de MFS est inédit en France, nous le faisons à titre expérimental. Le Préfet presse les collectivités pour l'installation de ces MFS car il doit en créer un certain nombre et rendre des comptes.*

*JJC : Si on prend l'exemple de la boutique solidaire, la régie à vocation à disparaître donc il faut se tourner vers la Poste or, à Garlin, ils ne sont pas habilités à récupérer les fonds des régies, cela signifie que nous devons les porter à la Poste d'Arzacq qui, de ce fait, enregistre davantage d'opérations que la Poste de Garlin.*

*Par ailleurs, Marcel Poubian travaille sur les délibérations de la période 1836-1872, y a-t-il des moyens de déchiffrer ces pages ?*

*CS : Il faudrait s'adresser aux archives.*

*PL : Ou il faut un très bon appareil photo pour zoomer.*

*Jean-Claude Tucoulou : C'est très facile à faire.*

*ALC : Jean-Claude tu t'en occupes.*

*MB : Où en est-on de l'installation de la fibre optique ?*

*ALC : Ils ont du retard (environ 6 mois), je poserai la question à l' élu en charge de la question auprès de la CCLB.*